



REGLEMENT DE CONSULTATION

REHABILITATION DE LA STATION D'EPURATION DE SANGATTE

Visite obligatoire

11 AVRIL 2018 à 9 HEURES 30

Date et heure limites de réception des offres

18 MAI 2018 à 11 HEURES 30

ZAC Valenciennes-Rouvignies

9 avenue Marc Lefrancq

59121 – PROUVY

Tel : 03.27.20.11.80

Fax : 03.27.20.11.89

e-mail : amodiag@amodiag.com

MARS 2018

SOMMAIRE

1	ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION.....	1
2	ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	2
2.1	ETENDUE DE LA CONSULTATION ET MODE DE CONSULTATION.....	2
2.2	DECOMPOSITION EN TRANCHES OU EN LOTS.....	3
2.3	DESCRIPTIF DU MARCHE	3
2.3.1	Prestation Génie Epuratoire	3
2.3.2	Prestation Génie Civil.....	4
2.4	DEMATERIALIZATION DE LA PROCEDURE	4
2.4.1	Dématérialisation des procédures.....	5
2.4.2	Signature des documents	6
2.5	MAITRE D'OUVRAGE	6
2.6	MAITRISE D'ŒUVRE	7
2.7	CONTROLE TECHNIQUE	7
2.8	COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	7
2.9	ADAPTATIONS POSSIBLES DU CCTP DE LA SOLUTION RETENUE	7
2.10	MODE DE REGLEMENT DU MARCHE	8
2.11	COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	8
2.12	DELAI D'EXECUTION MAXIMUM	8
2.13	MODIFICATIONS DE DETAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	9
2.14	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	9
2.15	PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS	9
2.16	FRAIS D'ETUDES.....	9
2.17	DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE	9
2.18	PASSATION EVENTUELLE D'UN MARCHE DE RECONDUCTION.....	10
2.19	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	10
2.19.1	Retenue de garantie	10
2.19.2	Avance	10
3	ARTICLE 3 : PRESENTATION DES OFFRES	10
3.1	JUSTIFICATION CONCERNANT LES QUALITES ET CAPACITES DES CANDIDATS	11
3.1.1	Situation juridique – références requises.....	11
3.1.2	Capacité économique et financière	11
3.1.3	Référence professionnelle et capacité technique – références requises/niveaux spécifiques minimaux exigés	11
3.1.4	Forme juridique des candidatures	11
3.2	PRESENTATION DE LA SOLUTION.....	12
3.2.1	Un projet de marché.....	12
3.2.2	Un mémoire justificatif des dispositions que les entrepreneurs se proposent d'adopter pour l'exécution des travaux	13
4	ARTICLE 4 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	14
4.1	CRITERES D'ATTRIBUTION	14
4.2	CLASSEMENT	15
4.3	COMPLEMENTS D'INFORMATION	15
5	ARTICLE 5 : CONDITIONS D'ENVOI ET REMISE DES OFFRES	16
5.1	DATE DE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES	16
5.2	PROLONGATION DE DELAI	16
5.3	ADRESSE A LAQUELLE LES OFFRES DOIVENT ETRE TRANSMISES	16
5.3.1	Par voie électronique	16

5.3.2	Support physique	16
5.4	LANGUE DANS LAQUELLE LES OFFRES DOIVENT ETRE REDIGEEES.....	17
5.5	UNITE MONETAIRE	17
6	ARTICLE 6 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	17

1 ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le présente consultation concerne les travaux de réhabilitation de la station d'épuration de Sangatte :

- ❑ Réhabilitation de la station d'épuration de Sangatte, de type boues activées en aération prolongée, d'une capacité actuelle de 3 500 EH pour une capacité de traitement portée à **3 600 EH**. La station d'épuration sera composée :

Pour la filière Eau

- ✓ Du poste de refoulement existant
- ✓ De nouveaux prétraitements
- ✓ D'un ouvrage de répartition
- ✓ Du bassin d'aération existant pour 60 % de la charge
- ✓ D'un nouveau bassin d'aération pour 40 % de la charge
- ✓ D'une déphosphatation physico chimique
- ✓ D'un dégazeur
- ✓ Du clarificateur existant
- ✓ D'une désinfection UV

Les principaux bassins (bassin d'aération ...) devront être réalisés en béton coulé en place.

Pour la filière Boues :

- ✓ Epaissement par tambour d'égouttage,
- ✓ Stockage des boues épaissies dans le silo existant

- ❑ Objectifs de rejet :

Les normes de rejets prise en compte sont les suivantes (concentration maximale à respecter ou rendement minimum) :

Paramètres	Concentration maximale	Rendements
DBO5	20 mg/l	80 %
DCO	90 mg/l	80 %
MES	30 mg/l	90 %
NGL (*)	15 mg/l	70 %
Pt (*)	2 mg/l	80 %

(*) en moyenne annuelle

De plus, il convient de garantir le traitement bactériologique suivant :

Paramètres	
E.Coli	600 u/100 ml
Entérocoques	300 u/100 ml

- ❑ Continuité de fonctionnement des installations actuelles

Dans tous les cas, le fonctionnement de la station d'épuration actuelle ne sera pas interrompu jusqu'à la période de mise en route de la nouvelle installation.

- ❑ Permis de construire

Les entreprises auront à établir le dossier administratif permettant l'obtention du permis de construire relatif à la solution retenue. Les entreprises devront s'entourer d'un architecte pour l'élaboration des différentes pièces permettant de constituer le dossier du permis de construire et de le déposer auprès du service instructeur compétent.

2 ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 ETENDUE DE LA CONSULTATION ET MODE DE CONSULTATION

Consultation **en procédure adaptée**.

La présente consultation est soumise aux dispositions de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les variantes ne sont pas autorisées dans le présent marché de travaux.

Les concurrents doivent obligatoirement présenter et chiffrer une proposition conforme aux stipulations de la solution retenue telle que décrite dans le CCTP et aux prescriptions décrites à l'article 2.9 du présent règlement de consultation.

LE NON RESPECT DES DISPOSITIONS VISÉES CI-DESSUS ENTRAÎNERA L'ÉLIMINATION DE L'OFFRE

Il appartient aux concurrents d'étudier dans le détail la solution retenue tant sur le plan technique que technologique. En particulier, les concurrents doivent se porter garant du fonctionnement de la solution retenue après en avoir validé le dimensionnement tant théorique que technologique (volumes des ouvrages, puissance d'aération, débit des pompes, pertes de charge, puissance des moteurs, section des canalisations).

Après l'ouverture et l'examen des offres reçues, Grand Calais Terres & Mers se réserve le droit d'engager et de mener librement, dans le respect du principe d'égalité de traitement, une négociation avec les candidats ayant présenté une offre. Cette négociation portera essentiellement sur les éléments techniques de l'offre.

De manière à réduire le nombre d'offres à négocier, un premier classement sera effectué en application des critères d'application définis à l'article 4.1 du présent règlement. Seuls les quatre premiers candidats (maximum) pourront être invités à la négociation.

2.2 DECOMPOSITION EN TRANCHES OU EN LOTS

Sans objet.

2.3 DESCRIPTIF DU MARCHÉ

2.3.1 *Prestation Génie Epuratoire*

- ❑ L'ensemble des études de définition et de conception des ouvrages de la station permettant d'assurer :
 - ✓ Selon les niveaux de rejet figurant dans le présent CCTP, le traitement des effluents, la gestion et/ou le traitement des sous-produits issus de la station d'épuration (refus de dégrillage, graisses, des sables et boues),
 - ✓ Le fonctionnement des ouvrages ou partie d'ouvrage grâce aux équipements électriques ou électromécaniques adéquats (réseaux électriques intérieurs, distribution de l'électricité sur l'ensemble du site de la station d'épuration),
 - ✓ L'éclairage de tous les ouvrages ou partie d'ouvrage tels que décrit dans le présent CCTP,
 - ✓ Le raccordement des équipements le nécessitant aux différents automates et outils d'assistance au pilotage et à la maintenance tel que décrit dans le présent CCTP,
 - ✓ La desserte des différents secteurs le nécessitant au réseau téléphonique de la station d'épuration tel que décrit au présent CCTP.
- ❑ L'organisation du chantier comprenant l'ordonnancement des tâches entre les différents membres du groupement,
- ❑ La réalisation des travaux de génie épuratoire (fourniture et pose des différents équipements) permettant d'assurer selon les niveaux de rejet et objectifs de traitement figurant dans le présent C.C.T.P. le traitement des effluents ainsi que le traitement et la gestion des sous-produits (refus de dégrillage, sables, graisses er, boues),
- ❑ La réalisation des réseaux intérieurs permettant d'assurer les nouvelles fonctionnalités dans le cadre de la construction de la station d'épuration (eaux usées, eaux traitées, eaux pluviales, sous-produits, eau potable, eau industrielle),
- ❑ La réalisation des travaux de génie électrique (fourniture, pose et raccordements tels que définis dans le C.C.T.P.) comprenant l'alimentation électrique de tous les organes électriques et électromécaniques prévus au marché situés sur le site de la station, y compris l'alimentation et l'équipement électrique des bâtiments, permettant d'assurer le fonctionnement des équipements afin de respecter les niveaux de rejet figurant dans le présent CCTP,
- ❑ La réalisation des réseaux intérieurs électriques (électricité sur l'ensemble du site de la station, éclairage, ligne téléphonique),
- ❑ La réalisation des raccordements électriques de tous les équipements électromécaniques et automates,
- ❑ La mise en œuvre de la Gestion Technique Centralisée dans les bureaux prévus à cet effet comprenant les automates, les armoires de commande, le synoptique, le logiciel d'aide au pilotage avec les matériels informatiques permettant d'assurer les fonctions attendues, sous le contrôle du prestataire génie épuratoire,
- ❑ L'équipement d'un bâtiment technique, en fourniture et pose, permettant la réalisation des tâches fonctionnelles décrites dans le CCTP. Les prestations comprennent tous les équipements nécessaires à la tâche fonctionnelle propre de chaque local (mobiliers, équipements électromécaniques, de sécurité),

- ❑ La mise en route des installations jusqu'à leur réception,
- ❑ La formation du personnel tant théorique que pratique pour l'ensemble des équipements composant le process y compris les automatismes et la conduite de l'installation.

2.3.2 Prestation Génie Civil

- ❑ L'ensemble des études d'exécution relatives aux fondations spéciales, ouvrages divers, traitement architectural et paysager, ainsi que les essais d'étanchéité tels qu'ils sont définis dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ainsi que le Programme (CCTP),
- ❑ L'élaboration des pièces de permis de construire afin de permettre au maître d'ouvrage de le déposer auprès du service instructeur compétent,
- ❑ La réalisation des travaux de génie civil, y compris les fondations, pour assurer le traitement des effluents, la gestion et/ou le traitement des sous-produits issus de la station d'épuration (refus de dégrillage, graisses, des sables et boues),
- ❑ La rénovation du bâtiment technique tel que décrit dans le CCTP,
- ❑ Le gros œuvre et le second œuvre (génie civil, huisseries, revêtements de sols et muraux, peintures, chauffage, ventilation...), ainsi que les parements architecturaux,
- ❑ Les travaux découlant des prestations génie épuratoire, génie électrique et automatismes et qui incombent de par leur nature au prestataire génie civil (tranchées, fourreaux, massifs béton, regards étanches,...),
- ❑ La démolition des ouvrages existants n'étant pas conservés selon un phasage de travaux permettant d'assurer la continuité du fonctionnement de l'unité technique,
- ❑ La réalisation des aménagements paysagers et architecturaux tels que définis au CCTP,
- ❑ La réalisation des mouvements de terre relatifs aux aménagements paysagers,
- ❑ L'ensemble des études d'exécution relatives aux voiries intérieures et d'accès depuis le portail d'entrée de la future installation qui sont définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ainsi que le Programme (CCTP),
- ❑ La réalisation des voiries intérieures et d'accès depuis les portails d'entrée de la future installation, tel que défini dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ainsi que le Programme (CCTP).

2.4 DEMATERIALISATION DE LA PROCEDURE

La présente consultation est soumise aux dispositions de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Conformément aux articles 40, 41, et 42 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, la présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée. Cette procédure permet aux candidats qui le souhaitent de télécharger les documents du dossier de consultation sur un réseau électronique et de déposer la candidature et l'offre par voie électronique.

Les candidats ont également la possibilité de recevoir le dossier de consultation sous forme de support physique électronique ; la demande est transmise par fax ou par courrier, les adresses figurant à l'article 5.3 du présent règlement de la consultation.

Par ailleurs, les candidats ont la faculté de présenter leur soumission soit par la voie papier soit par la voie électronique. Ils ne peuvent utiliser qu'un seul mode de transmission de leur candidature et de leur offre, soit la voie électronique, soit la voie papier, sous peine du rejet de leur dossier.

Les candidats ne supportent aucun frais autres que ceux liés à l'accès au réseau et à l'obtention de la signature électronique.

2.4.1 Dématérialisation des procédures

Conformément aux articles 40, 41, et 42 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, la présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée.

2.4.1.1 RETRAIT ELECTRONIQUE DES DOSSIERS DE CONSULTATION

Cette procédure permet aux candidats qui le souhaitent de télécharger les documents du dossier de consultation sur un réseau électronique et de déposer leur candidature et leur offre par voie électronique via le site :

<http://www.klekoon.com>

Une aide technique pour le téléchargement du dossier de consultation et la constitution électronique de leur offre est à disposition des candidats.

Les candidats ayant obtenu le dossier de consultation sous forme dématérialisée, ont la faculté de présenter leur offre sous forme papier ou sous forme dématérialisée.

2.4.1.2 MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET/OU DES OFFRES SOUS FORME DEMATERIALISEE

Les formats autorisés pour remettre les candidatures et les offres sont les suivants :

- | | |
|---------------------|------------------------------|
| - Format Word .doc | - Format AUTOCAD .dwg |
| - Format Excel .xls | - Format Powerpoint .ppt |
| - Format PDF .pdf | - Format Winzip .zip |
| - Format RTF .rtf | - Format Image ou photo .jpg |

Le candidat devra déposer son dossier à l'adresse électronique suivante : **www.klekoon.com**. Il lui est possible de déposer une « copie de sécurité » de son dossier sous forme de deux CDROM distincts, l'un contenant la candidature et l'autre l'offre, chacun dans une enveloppe cachetée et le tout dans une enveloppe d'envoi portant la mention « Copie de Sécurité ». Cet envoi devra parvenir selon les mêmes modalités que les réponses papiers décrites ci-après.

L'accès à la plateforme et la mise à disposition des utilitaires nécessaires à la signature électronique des documents est gratuit. Il reste à la charge du soumissionnaire le coût de la connexion Internet et l'acquisition du certificat de signature électronique.

L'équipement informatique du candidat doit comporter Internet Explorer (version 5.5 minimum) ou Netscape Navigator. L'environnement Machine Virtuelle Java doit avoir été installé au préalable sur l'ordinateur, à défaut son installation sera effectuée au moment de la signature des documents.

Les documents transmis par les candidats feront l'objet, lors de l'ouverture des plis, d'une analyse anti-virus de leur contenu par le biais du logiciel Officescan de Trend Micro avec mise à jour journalière. Conformément à l'article 10 de l'arrêté du 28 Août 2006, tout document contaminé par un virus fera l'objet d'une tentative de réparation. En cas d'échec, le candidat sera invité à re-transmettre la pièce concernée.

Il est rappelé que la référence horaire utilisée est l'heure de Paris et que les éléments relatifs à l'horodatage de la réception des candidatures et des offres sont issus du système informatique de la plateforme marchés sécurisés. C'est la fin de la transmission informatique qui conclut le dépôt de l'offre et déclenche l'attribution d'un accusé de réception horodaté et électroniquement signé. Il incombe au candidat de s'assurer d'être en mesure de finir le dépôt de son offre avant l'heure limite de dépôt mentionné dans le règlement de consultation.

Nota : Les documents transmis par voie électronique pourront être re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

Les candidats peuvent sinon transmettre leur offre et leur candidature sous pli cacheté dans une seule enveloppe.

2.4.2 Signature des documents

Les offres sont transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat. Les candidats pourront répondre électroniquement en possédant un certificat de signature électronique référencé PRISv1. Pour information, ce lien vous permet d'obtenir la liste des autorités de certification reconnues ainsi que des informations liées au référencement des familles de certificats :

<http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>

2.5 MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers.

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers
76 boulevard Gambetta
CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX
Tél : 03 21 19 55 00
Fax : 03 21 19 55 09

2.6 MAITRISE D'ŒUVRE

La Maîtrise d'Œuvre est assurée par le bureau d'études AMODIAG ENVIRONNEMENT.

La Maîtrise d'œuvre, représentée par un ingénieur du Bureau d'Études AMODIAG Environnement, a eu en charge l'établissement des études d'avant-projet (AVP), de projet (PRO), d'assistance aux contrats de travaux (ACT) comprenant le présent Dossier de Consultation des Entreprises relatif aux travaux de réhabilitation de la station d'épuration.

A l'issue de la mise au point du marché, les opérations de visa des plans d'exécution (VISA), la direction de l'exécution des travaux (DET) et l'assistance pour les opérations de réception (AOR), ainsi que celle nécessaire pendant la période de garantie de parfait achèvement seront réalisés par la Maîtrise d'Œuvre.

Les études d'exécution ainsi que les documents d'exécution des ouvrages sont à la charge de l'entrepreneur.

2.7 CONTROLE TECHNIQUE

Sont soumis au contrôle technique les travaux faisant l'objet du présent marché. Les missions confiées par le Maître d'Ouvrage sont relatives à :

L	Solidité des ouvrages
STI	Sécurité des personnes
LE	Solidité des ouvrages existants
AV	Stabilité des ouvrages avoisinants

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

2.8 COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Le chantier est soumis à la loi 93-1418 du 31/12/93, et au décret 94-1159 du 26/12/94 en matière de sécurité, ainsi que toutes les dispositions réglementaires découlant de ceux ci.

Lorsque la solution sera connue, il conviendra de vérifier que le niveau de compétence requis au sens de l'article R.238-8 de la loi 93-1418 du 31/12/93 correspond à celui fixé pour la solution retenue : **deuxième catégorie**.

Le coordinateur de sécurité et de protection de la santé sera désigné ultérieurement.

2.9 ADAPTATIONS POSSIBLES DU CCTP DE LA SOLUTION RETENUE

Aucun complément ou modification ne sera apporté au CCTP pour ce qui concerne la solution retenue. Cependant, pour ce qui concerne les équipements, une adaptation, en fonction de la marque des matériels proposés, est admise

sans que celle-ci puisse remettre en cause tant le nombre d'équipements à installer que leur fonctionnalité telle que celle-ci a été décrite dans le CCTP.

2.10 MODE DE REGLEMENT DU MARCHÉ

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et du titre IV du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Les demandes de paiement seront faites mensuellement. Le délai de paiement est fixé à 30 jours. Le taux d'intérêt moratoires sera calculé sur la base du taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Les règlements seront effectués par mandat administratif.

2.11 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Partie 0 (contractuelle) :

Pièce N° 0.1 : Règlement de Consultation

Partie I (contractuelle) :

Pièce N° 1.1 : L'acte d'engagement et son annexe, le cahier des garanties souscrites

Pièce N° 1.2 : Le Cahier des Clauses Administratives Particulières – CCAP

Pièce N° 1.3 : Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (y compris les annexes)

Pièce N° 1.4 : Le Plan d'Assurance Qualité

Pièce N° 1.5 : Le dossier de plans de la solution de base : dossier de plans techniques et dossier de plans architecte

Pièce N° 1.6 : L'état des prix forfaitaires (à compléter)

Pièce N° 1.7 : La décomposition du prix global et forfaitaire (à compléter)

Pièce N° 1.8 : Le bilan annuel prévisionnel d'exploitation de la solution de base

Pièce N° 1.9 : Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux (à joindre)

Partie II (non contractuel) :

Pièce N° 2.1 : Rapport d'études géotechniques

Pièce N° 2.2 : Levé topographique

Pièces N° 2.3 : Plans de la station existante

2.12 DELAI D'EXECUTION MAXIMUM

Le délai d'exécution estimé pour l'exécution du marché est de **23 mois maximum tel que défini à l'article 3 de l'acte d'engagement**. Dans tous les cas, le fonctionnement de la station d'épuration actuelle ne sera pas interrompu.

Ce délai débutera à la transmission de l'ordre de service de démarrage de la phase d'études et de préparation du chantier et s'achèvera à la fin de la période d'observation de l'ouvrage.

Ce délai global est dissocié en trois (3) étapes successives :

- ❑ La réalisation des études et la préparation du chantier
- ❑ La construction de la station d'épuration jusqu'à l'obtention du Constat d'achèvement de Construction (CAC)
- ❑ La mise en route de la station d'épuration jusqu'à l'obtention du Constat d'achèvement des Travaux (CAT)

Ce délai global est établi en cumulant les délais maximums de chacune des trois (3) étapes, mais ne comprend pas les interruptions nécessaires entre les phases pour le bon déroulement de l'opération.

A titre indicatif, le démarrage est prévu pour juillet 2018.

2.13 MODIFICATIONS DE DETAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard **15 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.14 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé dans le cadre de l'acte d'engagement : il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.15 PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS

Les propositions techniques présentées par les concurrents demeurent leur propriété intellectuelle.

2.16 FRAIS D'ETUDES

Sans objet.

2.17 DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE

Sans objet.

2.18 PASSATION EVENTUELLE D'UN MARCHÉ DE RECONDUCTION

Sans objet.

2.19 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

2.19.1 Retenue de garantie

La retenue de garantie est de 5 % du montant du marché TTC augmentée, le cas échéant, du montant des avenants. Cette retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande, suivant les dispositions des articles 122 à 124 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

2.19.2 Avance

Conformément à l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, une avance est accordée au titulaire du marché. L'entreprise titulaire devra constituer une garantie à première demande pour l'intégralité de l'avance en plus de la retenue de garantie évoquée ci-dessus.

Conformément à l'article 112 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de conditionner le versement de l'avance à la présentation d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire, portant sur tout ou partie du remboursement de l'avance.

3 ARTICLE 3 : PRESENTATION DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française. Le non- respect de cette clause entraîne le rejet pur et simple de cette offre.

Le Dossier de Consultation annexé comporte, dans le C.C.T.P, un programme qui fait connaître aux concurrents les objectifs de l'opération et les besoins qu'elle doit satisfaire ainsi que les contraintes et exigences de qualité sociale, urbanistique, fonctionnelle, technique et économique, et de protection de l'environnement relatives à la réalisation et l'utilisation de l'ouvrage.

L'estimation chiffrée des éléments des autres offres sera, dans toute la mesure du possible, faite par comparaison (en + ou -) avec l'estimation chiffrée des éléments correspondants de l'offre qui a sa préférence. Les avantages éventuels des autres offres sur des points particuliers (niveau de qualité, dépenses d'investissements, dépenses d'entretien ou de fonctionnement...) seront mises en évidence avec toutes justifications utiles.

Les concurrents auront à produire les pièces suivantes, **en deux (2) exemplaires papier** (1 original et 1 copie), paraphées, datées et signées par eux **+ 1 exemplaire sur CD-ROM ou clé USB.**

Nota :

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessous sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de deux jours. Les autres candidats, qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

3.1 JUSTIFICATION CONCERNANT LES QUALITES ET CAPACITES DES CANDIDATS

3.1.1 Situation juridique – références requises

- ❑ L'ensemble des renseignements prévus à l'article 48 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- ❑ L'entreprise générale ou les entreprises groupées peuvent faire appel à d'autres opérateurs économiques pour justifier des références nécessaires. Dans ce cas, l'entreprise apporte les justifications prévues par l'article 50 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

3.1.2 Capacité économique et financière

- ❑ La lettre de candidature et habilitation du mandataire de ses co-traitants (imprimé CERFA DC1 ou équivalent),
- ❑ La déclaration du candidat (imprimé CERFA DC2 ou équivalent),
- ❑ L'ensemble des renseignements prévus à l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

3.1.3 Référence professionnelle et capacité technique – références requises/niveaux spécifiques minimaux exigés

- ❑ Les Certificats de qualifications professionnels :
La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle (SNITER ou équivalent) ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat,
- ❑ Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations (signées par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre) indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin,
- ❑ Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché,
- ❑ Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

3.1.4 Forme juridique des candidatures

Le marché sera conclu :

- ❑ Soit avec une entreprise générale ayant les capacités administratives et techniques demandées.
- ❑ Soit avec un groupement d'entrepreneurs conjoints. Dans ce cas, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'entité adjudicatrice.

En cas de groupement d'entrepreneurs, l'entreprise mandataire est obligatoirement l'entreprise chargée de la prestation génie épuratoire. En tant que mandataire, elle devra assurer la coordination de toutes les entreprises sur le chantier (entreprise(s) co-traitante(s) et sous-traitante(s)).

En application de l'article 45 V, du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, les candidats ne peuvent pas présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

1. En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements
2. En qualité de membres de plusieurs groupements

3.2 PRESENTATION DE LA SOLUTION

Le dossier à remettre par les concurrents comprendra :

3.2.1 *Un projet de marché*

- 0) Le règlement de consultation,
- 1) Un acte d'engagement et son annexe, le cahier des garanties souscrites : cadres ci-joints à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) de l'entreprise ou les représentants qualifiés de toutes les entreprises ayant vocation à être titulaires du présent marché.

L'acte d'engagement sera accompagné éventuellement par des demandes d'acceptation de sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché. Que les sous-traitants soient désignés ou non au marché, le concurrent devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter, et par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

En cas de groupement, une répartition technique et financière sera fournie par le candidat en annexe de l'acte d'engagement,
- 2) La note d'acceptation du Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et le mémoire justificatif technique et technologiques de l'entreprise : document ci-après par ordre d'importance décroissante :
 - La note d'acceptation du Cahier des Clauses Techniques Particulières et de ses annexes,
 - Le mémoire justificatif technique et technologique de l'entreprise comprenant :
 - ✓ Partie génie épuratoire : L'entreprise devant respecter en tout point la solution de base (article 2.9 du présent Règlement de la Consultation) fournira uniquement un mémoire descriptif des équipements proposés y compris le descriptif se rapportant aux installations électriques et à

l'automatisme. Ce mémoire exposera également la cohérence des choix effectués vis-à-vis des exigences du projet.

Si, de par la technologie spécifique au constructeur, un élément de process relevant de son savoir faire vient modifier le CCTP sans rendre l'offre irrégulière, l'entrepreneur sera tenu de fournir un mémoire justifiant des impacts et conséquences qu'engendrent cet élément de process ou d'équipement sur les autres parties du traitement.

- ✓ Partie Génie Civil : le mémoire justificatif, technique et technologique de l'entreprise justifiant la conception de l'ouvrage et le cadre des données numériques. Ce document devra comporter obligatoirement toutes les hypothèses de calcul ainsi que toutes les dispositions prises par l'entrepreneur pour la réalisation des ouvrages et plus particulièrement celles permettant d'assurer l'étanchéité des ouvrages et leur mode de fondation.. Il sera également précisé tous les corps d'état secondaire, y compris la qualité de matériaux et la définition des VRD

- 4) Une note d'acceptation pour :
 - Le Plan d'Assurance Qualité avec l'engagement du soumissionnaire de fournir son Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité dans le mois suivant la notification du marché,
- 5) Le Dossier de plans de la solution de base, signé par l'(les) entreprise(s) ainsi que le dossier de plans A0 établi par les entreprises,
- 6) L'Etat des Prix Forfaitaires à remplir sans modifications (cadre fourni),
- 7) La Décomposition du prix Global et Forfaitaire à remplir sans modifications (cadre fourni),
- 8) Le bilan annuel prévisionnel d'exploitation,
- 9) Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux faisant apparaître les différents corps d'état et son mémoire explicatif.

Nota : L'absence de note dans le dossier remis vaut acceptation de tous les documents du DCE.

3.2.2 *Un mémoire justificatif des dispositions que les entrepreneurs se proposent d'adopter pour l'exécution des travaux*

Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entrepreneur ou de chaque entrepreneur, présentées dans l'ordre, des textes précités. En particulier, il sera joint :

- ☐ Une liste de sous-traitants que chaque entrepreneur envisage de proposer à l'acceptation de Maître de l'Ouvrage,
- ☐ Les indications concernant la provenance des principales fournitures et les références des fournisseurs correspondants,
- ☐ Un programme d'exécution de la construction et de l'équipement des ouvrages indiquant de façon sommaire la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier,
- ☐ Des indications concernant les procédés d'exécution envisagés et les moyens d'exécution envisagés,
- ☐ Une note sur les moyens mis en œuvre lors de la mise en route des installations et sur l'encadrement de l'exploitant

- ❑ Une note indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier et garantir son éligibilité au développement durable sous la forme d'un Schéma et Organisation de la Gestion des Déchets (SOGED).

4 ARTICLE 4 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant au moment de l'ouverture de la première enveloppe intérieure sont :

Garanties et capacités techniques et financières
Références professionnelles

4.1 CRITERES D'ATTRIBUTION

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles 59 à 64 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et donnera lieu à un classement des offres.

L'attribution se fera pour l'offre jugée économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

Le Maître d'œuvre procédera à l'analyse comparée des offres de base de l'ensemble des candidats et dégagera la meilleure offre de base.

Les offres seront appréciées au regard des 2 critères principaux suivants :

1	Valeur technique de l'offre	60 points
2	Coûts d'investissement	40 points
	Total =	100 points

Le critère principal 1 « Valeur technique de l'offre » sera apprécié en fonction des 5 critères secondaires suivants :

Les solutions de base des candidats seront comparées à la solution de base étudiée par le Maître d'œuvre.

1.1	Génie épuratoire (méthode générale, fiabilité, qualité des équipements)	15 points
1.2	Génie civil (méthode générale, étanchéité et stabilité des ouvrages)	10 points
1.3	Génie électrique et automatisme (méthode générale, fiabilité, qualité des équipements)	10 points
1.4	Contraintes spécifiques – continuité de service	15 points
1.5	Intégration architecturale et paysagère	10 points
	Total =	60 points

Pour chacun de ces cinq critères secondaires, il sera appliqué un coefficient à la note maximale du critère secondaire considéré selon le barème suivant :

0	Réponse manquante
0,2	Réponse non satisfaisante
0,4	Réponse peu satisfaisante
0,6	Réponse satisfaisante
0,8	Réponse très satisfaisante
1	Réponse excellente

Nota : Par exemple, un candidat ayant formulé une réponse jugée « satisfaisante » pour le critère secondaire 1.1 « Génie épuratoire » se verra attribuer la note suivante :

$$\text{note} = \text{note maximale du critère secondaire} \times \text{coefficient } t = 20 \times 0,6 = 12 \text{ points}$$

Pour le critère principal « Valeur technique de l'offre », le calcul du nombre de points total se fera en additionnant les notes des cinq (5) critères secondaires que comporte cet item.

Pour le **critère principal 2** « coût d'investissement », le candidat ayant proposé le coût le moins élevé obtient la note maximale de 40 points.

Les offres des autres candidats seront soumises à la règle de calcul suivante :

$$\text{note} = 40 \times \frac{\text{montant de l'offre la moins élevée}}{\text{montant de l'offre du candidat}}$$

4.2 CLASSEMENT

Une note est attribuée par critère pour chaque offre.

Les deux notes (2 critères) sont additionnées pour composer la note finale de chaque offre (note maximale de 100).

Conformément à l'article 62 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, les offres sont classées par ordre décroissant en fonction de leur note.

4.3 COMPLEMENTS D'INFORMATION

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées à l'acte d'engagement prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre et il sera demandé au candidat de rectifier en conséquence le montant de la décomposition du prix global et forfaitaire. A cette occasion, les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans cette décomposition seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié de la décomposition du prix global et forfaitaire qui sera pris en considération.

EN COURS DE JUGEMENT DES OFFRES, CHAQUE ENTREPRENEUR SERA TENU DE FOURNIR A LA DEMANDE EXPRESSE DU MAÎTRE D'OEUVRE, DES DÉCOMPOSITIONS DE PRIX FORFAITAIRES OU DES SOUS-DETAILS DE PRIX UNITAIRES DANS LES CONDITIONS DÉFINIES A L'ARTICLE CONCERNE DU C.C.A.P.

Au plus tard un mois après l'attribution du marché, il sera procédé à la mise au point du Plan d'Assurance de la Qualité (P.A.Q).

Le Tribunal Administratif de LILLE est seul compétent en cas de différents.

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire

59 000 LILLE

Tél : 03.59.54.23.42

Fax : 03.59.54.24.45

greffe.ta-lille@juradm.fr

5 ARTICLE 5 : CONDITIONS D'ENVOI ET REMISE DES OFFRES

5.1 DATE DE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

La date limite de réception des offres est indiquée sur la page de garde du présent Règlement de Consultation.

5.2 PROLONGATION DE DELAI

En cas de prolongation de délais accordée aux entreprises pour la remise des offres, cette prolongation fera l'objet d'un avis à paraître dans la presse habilitée.

5.3 ADRESSE A LAQUELLE LES OFFRES DOIVENT ETRE TRANSMISES

5.3.1 *Par voie électronique*

Les offres peuvent être communiquées à la personne publique par voie électronique à l'adresse suivante :

www.klekoon.com

Les candidats doivent choisir entre d'une part la transmission électronique de leurs offres et, d'autre part leur envoi sur un support papier. Il n'est toutefois pas permis de combiner ou de cumuler ces deux formes de réponses à l'exception de pièces ne pouvant être numérisées et envoyées électroniquement.

Il est précisé que si le candidat attributaire a soumis une offre dématérialisée, il sera procédé à la matérialisation de son offre (transformation de l'offre électronique en offre papier), afin de permettre au pouvoir adjudicateur de signer l'offre.

5.3.2 *Support physique*

Les candidatures et les offres sont remises sous **une enveloppe** portant l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers
SERVICE MARCHES PUBLICS
76 boulevard Gambetta
CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX
Tél : 03 21 19 55 00
Fax : 03 21 19 55 09

avec la mention :

**« Réhabilitation de la station d'épuration du Sangatte »
« NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS »**

Cette enveloppe contiendra les pièces administratives du règlement de consultation et l'offre du concurrent, qui devra être remise contre récépissé avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent Règlement de Consultation, ou, si elles sont envoyées par la poste, devront l'être par pli recommandé avec accusé de réception, et parvenir à destination avant ces mêmes date et heure limites.

5.4 LANGUE DANS LAQUELLE LES OFFRES DOIVENT ETRE REDIGÉES

Tous les documents, y compris les références, seront rédigés en **Langue Française**.

Toutes les données numériques seront exprimées selon les unités du Système Métrique International.

5.5 UNITE MONETAIRE

Le candidat est informé que le maître d'ouvrage souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire suivante : l'€uro.

6 ARTICLE 6 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les concurrents devront faire parvenir **20 jours** avant le rendu des offres, une demande écrite au :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers
SERVICE MARCHES PUBLICS
76 boulevard Gambetta
CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX
Tél : 03 21 19 55 00
Fax : 03 21 19 55 09

Cette demande écrite sera également transmise par fax au maître d'œuvre :

Bureau d'études AMODIAG-ENVIRONNEMENT
9 avenue Marc Lefrancq
ZAC de Valenciennes Rouvignies
59 121 PROUVY
Tél. : 03 27 20 11 80 / Fax : 03 - 27 - 20 -11 – 89
mkebe@amodiag.com

Le maître d'ouvrage s'engage à apporter une réponse au plus tard 10 jours après réception de la demande de renseignements complémentaires.

En cas de groupement d'entreprises, les questions seront posées uniquement par le mandataire. Les réponses seront transmises au mandataire.

Les Entreprises sont informées qu'une visite obligatoire se déroulera sur le site de la station d'épuration à la date indiquée sur la page de garde du présent Règlement de Consultation.